RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DÉPARTEMENT DU CALVADOS

Rassemblement pour la République

R. P. R.

soutenu par le Centre National des Indépendants et Paysans
et par le Mouvement des Démocrates

Elections Législatives du Dimanche 12 Mars 1978

Circonscription de LISIEUX-FALAISE

Mesdames, Messieurs,

L'Assemblée Nationale, dont le mandat s'achève, a accompli sous l'impulsion du Gouvernement — animé par les Premiers Ministres Pierre MESSMER, Jacques CHIRAC et Raymond BARRE — soutenus par la Majorité, une œuvre très importante.

CE QUE NOUS AVONS FAIT :

POLITIQUE ETRANGERE

La France, sous la direction des Présidents Georges POMPIDOU et Valéry GISCARD d'ESTAING, a poursuivi la concertation avec les grandes puissances et les nations européennes. Son influence dans le monde s'est consolidée et elle a contribué efficacement au maintien de la paix.

AGRICULTURE

Ce secteur essentiel de notre économie a été vigoureusement défendu par le Gouvernement et la Profession dans les discussions avec nos partenaires du Marché Commun.

COMMERCE - ARTISANAT

La Majorité a voté la loi d'orientation du Commerce et de l'Artisanat, dite loi ROYER, qui a permis des progrès considérables sur le plan de l'harmonisation sociale avec les autres catégories professionnelles, comme aussi sur la voie de l'égalité fiscale.

HANDICAPÉS

— Education spéciale entièrement gratuite.
— Création d'une allocation d'éducation spéciale.
— Meilleure insertion professionnelle des adultes.
— Garantie de ressources pour les handicapés travailleurs.
— Allocation pour les handicapés qui ne peuvent travailler.

PERSONNES AGÉES

— Doublement en 3 ans du minimum vieillesse : 5.200 F en 1974, 11.000 F en 1977.
— Allocation logement, aide ménagère à domicile.
— Augmentation des retraites : 5 millions de pensionnés ont vu leur retraite augmenter de 60 % en 3 ans.

ANCIENS COMBATTANTS

— Egalité entre les générations du feu : la qualité d'ancien combattant a été reconnue aux anciens d'Afrique du Nord.
— Alignement de la retraite des combattants de 39-45 sur celle de 14-18.
— Promotion des retraites et pensions, élévation du plafond de la retraite mutualiste du Combattant.
— Retraite professionnelle anticipée aux A.C.P.G., aux déportés et internés.

EQUIPEMENT

— Efforts considérables dans de nombreux domaines.
— Etablissements d'hospitalisation, constructions scolaires et universitaires, logements, télécommunications, réseau routier.

CE QUE NOUS VOULONS RÉALISER AU COURS DE LA PROCHAINE LEGISLATURE :

— **Intensifier la lutte contre le chômage** en relançant l'économie par des **investissements** dans les **secteurs productifs,** par une **formation professionnelle adaptée,** en **diminuant** les **charges sociales** dans les **entreprises** industrielles et artisanales **dites de main-d'œuvre,** afin de **favoriser la création** d'**emplois.**

— **Aider l'Agriculture, dont le revenu est insuffisant, en particulier dans notre région,** en négociant avec nos partenaires du Marché Commun la **suppression des montants compensatoires monétaires,** ce qui favorisera l'exportation de nos produits et stimulera la production française, en établissant un **parallélisme entre l'élévation des prix agricoles et celle des produits industriels nécessaires à l'agriculture,** en **modifiant** le **calcul des cotisations sociales** actuellement **basées sur le revenu cadastral,** en prenant en charge dans certains cas le remboursement des prêts calamités souscrits par les agriculteurs dont l'endettement est très élevé, en **favorisant les installations** par la mise en vigueur des décrets du 2 février 1978 relatifs à la **réforme** des **prêts fonciers** et à l'amélioration des conditions d'attribution de la **dotation jeunes agriculteurs.**

— Aider le **Commerce** et l'**Artisanat** par **l'application stricte de la loi ROYER, l'abrogation de l'ordonnance de 1945, relative au contrôle des prix,** la concurrence à elle seule étant un facteur de modération à condition que les charges soient identiques pour toutes les structures commerciales.

— **Protéger la nature en répondant aux préoccupations écologiques** (espaces verts).

— **Améliorer** constamment le **niveau** et la **qualité de vie** en poursuivant une **politique sociale compatible** avec les **possibilités de notre économie,** en réservant une **sollicitude particulière** aux plus **défavorisés,** en **élevant** le **S.M.I.C. par paliers,** en **exonérant immédiatement d'impôt tous les bas revenus.**

— **Assurer la sécurité en luttant contre la violence sous toutes ses formes.**

— Promouvoir une **politique** de la **jeunesse** en permettant une **insertion** dans la **vie active,** comme aussi la **pratique des sports.**

— **Défendre la Famille,** institution essentielle dans notre Société, notamment en respectant la **liberté des parents** quant au **choix de l'établissement** auquel ils entendent **confier leurs enfants,** ce qui implique le **maintien de la loi DEBRE réglementant les rapports entre l'Etat et l'enseignement privé et le refus de la nationalisation de celui-ci.**

— Elaborer dans le cadre d'une charte de la Famille, un véritable **statut pour les Femmes,** afin de réaliser un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

Ce programme national doit être complété par des **actions propres à notre Région Normande,** à notre **Département,** à notre **Circonscription,** par une concertation régulière avec les élus, les responsables professionnels et les associations représentatives, comme aussi par des contacts directs et personnels avec la population.

Voilà ce que nous proposons globalement, sérieusement, sans aucune démagogie.

L'enjeu de ces élections législatives est capital puisqu'il s'agit d'un **choix définitif irréversible entre la Société libérale** que nous connaissons et une So**ciété collectiviste prônée par le programme commun de la Gauche.**

C'est pourquoi nous vous demandons de **ne pas vous abstenir** et de **voter utile dès le premier tour.**

Ensemble, pendant 5 ans, nous œuvrerons pour l'intérêt général, pour le vôtre en particulier.

Nous vous remercions de la confiance que vous voudrez bien nous témoigner.

Dr Robert BISSON

DEPUTE SORTANT
Président du Conseil Général



SUPPLÉANT :

Jean LAIR

Commerçant
Président du Tribunal de Commerce de Falaise



IMP. GALLET - LISIEUX